

[Text]

The cost of a direct-to-home satellite, although I do not have any figures, would be very, very high. I do not think we can expect in television a direct-to-home satellite before the 1980s, and I would say 1985 would be a better guess, and even then . . .

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): But it is being studied, it is technically possible. And 15 years is great.

Mr. Picard: It is technically possible.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): That is well within my lifetime.

Mr. Picard: Yes, it is technically possible. The legal and cost implications are tremendous.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Marchand.

Mr. Rose.

Mr. Rose: I am almost moved, Mr. Chairman, to ask Mr. Marchand whether his lifetime meant his political lifetime or his natural lifetime. I will not do that.

An hon. Member: Both.

Mr. Rose: Mr. Chairman, to Mr. Picard, I congratulate him on his elevation to the peerage but would like to ask a very general question first of all. Perhaps from an observation in his presentation he seems to feel that the best defence is to attack. Therefore some of the things that might have come out in questioning have been met head-on, as it were.

I would like, just to get started, to ask a very general question. Since he has taken over from his predecessor, can he tell the Committee any particular plans he has for policy changes from what we have had in the past, related to the CBC?

• 1210

Mr. Picard: It is a very broad question, Mr. Rose. As you are aware because of your presence at previous Standing Committees on Broadcasting, great energy is being spent in trying to streamline, decentralize and reorganize the corporation. This, I would assume, still has to go on but it is not a primary concern of the corporation now. There is a number of things that are asked from the outside, from the CRTC, from the government, from Parliament and I am not going to delve into that because I have mentioned them.

I think what is really basic and what we should like to put our energy on more than anything else is to improve the quality of programs in the CBC. I would like to qualify that: it is not that the quality of programming is not high but we need more resources and we need more programs. We might need a bit more Canadian content, at least for the next few years. We would like to review some aspects of the commercial policy of the corporation in relation to the value of programs; we would like to centre our attention on those. Let the rest go on; the ending of streamlining of the corporation, the financial straightening and all that, but really concentrate on making the CBC a high-quality, highly differentiable network where people could say, "If I want to look at Red Skelton or

[Interpretation]

répartition des fréquences de diffusion, mais également du point de vue de la censure et du débordement d'un pays à l'autre. La question est donc très complexe.

Le coût d'un satellite direct serait extrêmement élevé, bien que je n'aie pas de chiffres ici. Je ne pense pas cependant que l'on puisse s'attendre à voir un satellite transmettre directement dans les récepteurs de télévision avant 1980 et j'irais même jusqu'à dire 1985, et même alors . . .

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): On étudie quand même la question, car c'est possible du point de vue technique. Je crois qu'une période de 15 ans est très bien.

M. Picard: C'est possible du point de vue technique.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): J'ai de bonnes chances d'être encore ici pour en être témoin.

M. Picard: Certainement, c'est possible du point de vue technique. Toutefois les implications juridiques et financières sont considérables.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Marchand.

Monsieur Rose.

M. Rose: J'ai presque envie, monsieur le président, de demander à M. Marchand s'il veut dire qu'il sera encore député ou tout simplement vivant. Mais je ne le ferai pas.

Une voix: Les deux.

M. Rose: Monsieur le président, je voudrais d'abord féliciter M. Picard de sa nomination, mais j'aimerais également lui poser une question d'ordre très général. Une observation qu'il a faite semble indiquer qu'il considère l'attaque comme étant la meilleure défense. Par conséquent, il a abordé directement certains sujets qui auraient pu faire l'objet de questions.

J'aimerais donc commencer par poser une question très générale. Pourrait-il nous dire si, depuis qu'il a remplacé son prédécesseur, il a envisagé certains changements de politiques par rapport à celles qui régissaient Radio-Canada jusqu'ici?

M. Picard: C'est une question très vaste, monsieur Rose. Comme vous avez fait partie par le passé du Comité permanent sur la radiodiffusion, vous savez sans doute que beaucoup de temps a été consacré en vue de moderniser, de décentraliser et de réorganiser Radio-Canada. Ce processus se poursuit encore mais n'est plus une question de première importance pour la société. D'autres demandes nous ont été transmises notamment de la part du CRTC, du gouvernement et du Parlement mais je les ai déjà évoquées et il est donc inutile que j'y revienne.

La question essentielle à laquelle nous comptons consacrer tous nos efforts est l'amélioration des programmes de Radio-Canada. Je n'entends pas par là que la qualité actuelle de nos programmes n'est pas élevée mais nous avons besoin davantage de ressources pour de nouveaux programmes. Le contenu canadien, les programmes devraient également être augmentés du moins au cours des quelques années à venir. Il faudrait par ailleurs examiner la politique commerciale de Radio-Canada en ce qui concerne la valeur de ces programmes. Les autres questions telles que la modernisation de la société, l'assainissement financier, etc., doivent passer au second plan pendant que nous nous attachons tout particulièrement à faire de Radio-Canada une station de radiodiffusion de haute